

Culture et développement en Algérie  
et dans les pays arabes



# Culture et développement en Algérie et dans les pays arabes

Fatima-Zohra Oufriha



**CODESRIA**

Conseil pour le Développement de la recherche en Sciences Sociales en Afrique  
DAKAR

© CODESRIA 2012

Conseil pour le développement de la recherche en sciences sociales en Afrique  
Avenue Cheikh Anta Diop Angle Canal IV  
BP 3304 Dakar, 18524, Sénégal  
Site web: [www.codesria.org](http://www.codesria.org)

ISBN : 978-2-86978-536-6

Tous droits réservés. Aucune partie de cette publication ne doit être reproduite ou transmise sous aucune forme ou moyen électronique ou mécanique, y compris la photocopie, l'enregistrement ou l'usage de toute unité d'emmagasinage d'information ou de système de retrait d'information sans la permission au préalable du CODESRIA.

Mise en page : Daouda Thiam  
Couverture : Ibrahima Fofana  
Impression : Imprimerie Graphi plus, Dakar, Sénégal

Distribué en Afrique par le CODESRIA  
Distribué ailleurs par African Books Collective  
[www.africanbookscollective.com](http://www.africanbookscollective.com)

Le Conseil pour le développement de la recherche en sciences sociales en Afrique (CODESRIA) est une organisation indépendante dont le principal objectif est de faciliter la recherche, de promouvoir une forme de publication basée sur la recherche, et de créer plusieurs forums permettant aux chercheurs africains d'échanger des opinions et des informations. Le Conseil cherche ainsi à lutter contre la fragmentation de la recherche dans le continent africain à travers la mise en place de réseaux de recherche thématiques qui transcendent toutes les barrières linguistiques et régionales.

Le CODESRIA publie une revue trimestrielle, intitulée *Afrique et Développement*, qui est la plus ancienne revue de sciences sociales basée sur l'Afrique. Le Conseil publie également *Afrika Zamani* qui est une revue d'histoire, de même que la *Revue Africaine de Sociologie*, la *Revue Africaine des Relations Internationales (AJIA)* et la *Revue de l'Enseignement Supérieur en Afrique*. Le CODESRIA co-publie également la *Revue Africaine des Médias; Identité, Culture et Politique : un Dialogue Afro-Asiatique ; L'Anthropologue africain* ainsi que *Sélections Afro-Arabs pour les Sciences Sociales*. Les résultats de recherche, ainsi que les autres activités de l'institution sont aussi diffusés à travers les « Documents de travail », le « Livre Vert », la « Série des Monographies », la « Série des Livres du CODESRIA », les « Dialogues Politiques » et le *Bulletin du CODESRIA*. Une sélection des publications du CODESRIA est aussi accessible au [www.codesria.org](http://www.codesria.org)

Le CODESRIA exprime sa profonde gratitude à la Swedish International Development Corporation Agency (SIDA/SAREC), au Centre de Recherches pour le Développement International (CRDI), à la Ford Foundation, à la Fondation MacArthur, à la Carnegie Corporation, à l'Agence norvégienne de développement et de coopération (NORAD), à l'Agence Danoise pour le Développement International (DANIDA), au Ministère Français de la Coopération, au Programme des Nations-Unies pour le Développement (PNUD), au Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas, à la Fondation Rockefeller, à FINIDA, à l'Agence canadienne de développement internationale (ACDI), à l'Open Society Initiative foundations (OSFs), au TrustAfrica, à l'UNICEF, à la Fondation pour le renforcement des capacités en Afrique (ACBF) ainsi qu'au Gouvernement du Sénégal pour le soutien apporté aux programmes de recherche, de formation et de publication du Conseil.

## Sommaire

<i>Avant-propos</i> .....	vii
<i>Préface</i> .....	xi
<b>Chapitre 1</b> : Regards sur le changement social : quelques propositions d'analyse .....	1
<b>Chapitre 2</b> : Normes, valeurs et développement .....	12
<b>Chapitre 3</b> : Lectures de l'Islam et pratiques du développement dans les pays arabes .....	27
<b>Chapitre 4</b> : La dimension socio-économique dans les politiques de population et de développement dans la Région arabe ..	37
<b>Chapitre 5</b> : L'eau : une économie de gaspillages dans un contexte de rareté .....	69
<b>Chapitre 6</b> : Informel de survie et informel de compétition .....	77
<b>Chapitre 7</b> : État-marché et politiques de développement : quelles relations ? .....	87

<b>Chapitre 8 :</b> La métropolisation : de la logique de fermeture à la logique d'ouverture en Algérie ou le poids des hydrocarbures .....	109
<b>Chapitre 9 :</b> Développement-gestion d'entreprise et culture : quelques propositions d'analyse pour une inter culturalité active .....	133
<b>Chapitre 10 :</b> Environnement et développement : quelles liaisons ? .....	153
<i>Bibliographie</i> .....	183

## Avant-propos

Ce livre regroupe des communications écrites à différentes périodes, entre 1986 et 2008,<sup>1</sup> dont le fil conducteur est constitué d'abord et essentiellement par la critique culturaliste puis, plus récemment, celle de nature environnementale des politiques de développement menées en Algérie et, plus largement, dans le Monde arabe. Au delà de cette position critique, elles essaient de cerner les rapports qu'entretient l'économie avec la culture, entendue au sens anthropologique du terme.

Cette préoccupation des problèmes culturels dans toutes leurs dimensions, y compris le fait religieux, n'a cessé de me hanter, tout au long de cette double décennie, de façon précoce, par rapport aux politiques de développement et de l'économie de façon plus générale. Elles traduisent une anxiété et une interrogation fondamentale par rapport aux discours et aux pratiques développés depuis la décennie 1970, tant par les décideurs que par tous les autres acteurs sociaux, mais aussi par les décideurs et les travailleurs.

Formée aux Humanités françaises et arabes notamment dans leur dimension traditionnelle, je fus envoyée par mes parents en France, à condition d'y faire des études de Lettres ou d'Histoire. Je fis violence à ma formation et surtout à mes inclinations pour m'inscrire ... en sciences économiques! à une période où elles n'étaient presque pas ou pas du tout connues dans ma ville natale et où, en particulier, aucune femme, ou pas un homme non plus, à ma connaissance, ne s'y adonnait !

L'élément déclencheur de cette décision, qui parut saugrenue et scandaleuse dans tout mon entourage familial et social, fut un « accident » singulier de mon histoire personnelle. En effet, jeune fille arabe, voilée de la façon la plus stricte et la plus rigoriste, je poursuivais des études apparemment sans problèmes mais, au plus profond de moi-même, une interrogation centrale, pour ne pas dire une angoisse, me taraudait, et je ne parvenais pas à lui trouver une réponse : quelles étaient les causes profondes de notre « arriération » qui avaient permis une colonisation aussi ravageuse ?

Ma passion de l'histoire du Maghreb et du Monde arabe que je cultivais en parallèle et de façon quasi-clandestine, avec les programmes officiels de l'époque, rencontra celle de Cheikh Mahdad, un de mes maîtres, qui me faisait l'insigne honneur de me prêter des ouvrages de sa propre bibliothèque, introuvables en librairie, et même à la bibliothèque « des Amis du Livre » que je fréquentais

assidûment. Lors d'une de mes visites, j'y rencontrai Mustapha Daïdj (un économiste, mais je ne le savais pas encore) qui, au cours de la conversation, affirma que le monde était mené par l'économie... Dans ma tête de jeune fille, étroitement « contrôlée » par la société traditionnelle tlemcénienne arc-boutée sur ses valeurs, cela me fit l'effet d'un tremblement de terre et ce, d'autant que nous étions en pleine guerre d'indépendance. C'était donc un défi que je me lançais à moi-même, quand je m'inscrivis en sciences économiques... et je suis allée jusqu'au bout, malgré les difficultés de toutes sortes auxquelles je me suis heurtée...

Pendant, je fus bientôt taraboussée par une série d'interrogations, de doutes, de remises en cause concernant les enseignements de l'économie-standard et de ce qu'elle produisait sur les décideurs et la société algérienne. Il y avait une diglossie énorme entre les théories et les faits. Des lectures stimulantes m'ont aidée à mieux comprendre la nature des phénomènes apparemment aberrants que j'observais et tentais de les analyser à les conceptualiser.

Au delà des auteurs cités dans les différentes bibliographies, ma dette intellectuelle est grande envers des auteurs (tant algériens qu'étrangers) comme A. Djeghloul ou Ali El-Kenz, tous deux brillants analystes, philosophes critiques des politiques d'industrialisation et de développement. Il y a aussi Malek Bennabi, penseur incisif mais solitaire, fervent musulman, moderniste, d'une exigence intellectuelle extrême, qui appelait de tous ses vœux à la réforme morale et spirituelle des Musulmans, condition préalable à un quelconque « développement » que, lui, pense en termes de « civilisation » à reconstruire, et donc précurseur génial mais méconnu, d'une critique culturaliste, décapante mais stimulante, des politiques et des pratiques économiques pour qui veut saisir l'essentiel de son message, et non s'égarer à lui faire un procès pour économistes standards. Porté initialement aux nues par une critique savante pour ses travaux novateurs sur l'Islam, il fut incompris et surtout vilipendé en France et dans son propre pays, durant la décennie noire, par des intégristes laïcistes qui voulurent en faire le « père » de l'intégrisme islamiste en Algérie, alors qu'il en était tout le contraire. Aucun auteur musulman ne fit des critiques aussi fortes et aussi virulentes des différentes catégories de « musulmans » englués dans des fantasmagories de toutes sortes. Signe d'immense inculture des auteurs algériens et de mauvaise foi des politologues français qui en firent cette représentation.

La réédition récente de ses œuvres principales, préfacée par le Président de la République lui-même, et l'organisation d'un colloque portant sur sa pensée à Alger par le Conseil Supérieur Islamique témoignent d'une réorientation majeure sur ce qui constitue l'essentiel de son œuvre, débarrassée des scories...

Ma dette intellectuelle est grande aussi envers des auteurs tels que J. Austruy, M. Rodinson, Mishio Morishima, J. Peemans, C. Chaulet, A. Benachenhou, Serge Latouche, chef de file de la critique culturaliste des politiques de développement, ou J. J. Salomon, un philosophe dont la réflexion était centrée sur « Science technique

et développement » et dont l'interrogation centrale tournait autour de la question : pourquoi le « développement » et la civilisation technicienne ont été inventés par l'Europe et non la Chine, l'Inde ou le Monde Musulman qui furent longtemps à la tête de civilisations brillantes et où les sciences furent à l'honneur et les découvertes scientifiques nombreuses ?

La liste est longue des lectures qui ont conforté mes interrogations, mes doutes, et m'ont incité à approfondir ma propre réflexion sur ce thème, au delà d'écrits plus classiques d'économie. J'espère, de la sorte, provoquer et alimenter un débat de fond en la matière.

### Note

1. Elles doivent donc être restituées dans leur contexte. Nous n'avons pas voulu les réécrire après coup. D'où un certain nombre de redites. Le lecteur voudra bien nous en excuser.



## Préface

Une femme algérienne professeur agrégée d'économie qui décide d'écrire un ouvrage sur la question de la culture comme enjeu central du développement, c'est un acte de foi dans les valeurs ancestrales alliées aux normes universelles. Il y a peu de travaux sur l'interaction entre ces deux dimensions-clefs : culture et développement. La critique culturaliste de Fatima Zohra Oufriha est une approche qui cerne avec passion les rapports qui lient l'économie avec la culture, au sens anthropologique. Elle transmet avec un style direct et limpide sa vision personnelle du sujet qui semble la hanter depuis longtemps.

J'ai accepté de préfacier ce riche ouvrage pour au moins trois raisons. La première, le thème est de première importance. La deuxième, c'est qu'il est naturel de favoriser l'interdisciplinarité, car les problèmes sont complexes, et seule une vision globale peut favoriser des réponses adéquates. La troisième est simple et encore plus importante : il est impérieux d'encourager la ligne du juste milieu, ni celle de l'imitation aveugle du modèle occidental, ni celle du repli. C'est justement la ligne médiane de l'articulation entre authenticité et modernité que l'auteur de cet ouvrage vise et défend.

Dans un monde dominé par le libéralisme sauvage, en économiste avertie, elle critique clairement les dérives d'un système qui bafoue des critères éthiques et moraux. Dans ce cadre, la professeur Oufriha repose la fonction de la religion. Certains cyniques prétendent que le capitalisme ne peut pas être moral, ni contre la morale. Il serait tout simplement amoral. L'économie et la morale relèveraient, au sens éthique, de deux ordres différents. Ce qui évidemment est un contre-sens. L'économie doit prendre en compte les valeurs humaines et morales, même si s'enrichir est permis, et « gagner de l'argent » légitime.

Essayer de marier les deux ensembles relève selon certains idéologues du «barbarisme». Mais, même pour ceux qui ne croient pas aux valeurs morales prônées par la spiritualité et au besoin profond de justice sociale, il serait fort utile pour eux de revenir à une réflexion qui permette à l'humanité de sortir de la marchandisation du monde. Quels repères peut-on trouver sur l'économie dans les textes des religions en vue d'éviter le culte du veau d'or, l'écrasement de l'humain, la corruption, le gain facile, l'illicite, les injustices, les faillites et la mauvaise redistribution des richesses ?

Dans la tradition des chrétiens sociaux, pas considérée comme généreuse, ou celle des textes du Vatican, par exemple, le profit est vu comme un atout du capitalisme, reconnu « comme un bon indicateur du fonctionnement de l'entreprise ».<sup>7</sup> Bien plus, des auteurs comme Max Weber estiment que le protestantisme était à la base du capitalisme. Souvent, c'est le sens de l'instrumentalisation ou la réorientation de valeurs qui prédomine, non pas une vision économique spécifique. Au moment où nous traversons une crise financière et économique mondiale qui ruine les prétentions de l'ordre dominant et balaie tant de théories et prévisions, il n'est pas illusoire de rappeler des principes du Coran.

Cet ouvrage vient rappeler à point que la question de la conjugaison entre éthique, économie et culture n'est pas réglée. L'argent, selon l'islam, doit circuler sans être source d'argent, il doit être productif, se purifier par la Zakat, ne pas s'utiliser comme spéculation. Si les banquiers occidentaux, comme le remarquent des spécialistes, « avides de rentabilité sur fonds propres », avaient respecté un tant soit peu ces principes coraniques, la crise financière n'aurait pas lieu.

Certains s'imaginent la finance islamique comme une pratique fermée et utopique. Pourtant, l'interdiction de la « ribaa » mérite d'être étudiée, d'autant qu'elle ne s'oppose pas à la logique entrepreneuriale et qu'elle est liée à un sens précis : celui de renforcer la cohésion sociale, de valoriser l'effort et d'honorer la vie. La loi musulmane ne transige pas sur un principe sacré : l'argent ne doit pas produire de l'argent, seul le travail doit en être la source. La traduction de cet engagement est simple : tout crédit doit avoir en face un actif bien identifié. L'argent ne peut être utilisé que pour financer l'économie réelle, pour répondre à des besoins précis. Ni spéculation, ni superflu. Il n'y a pas de hasard si les banques qui prohibent la « ribaa » sortent plutôt indemnes de la crise des endettements immobiliers et des *subprimes*, car elles ne les pratiquent pas.

Le respect de ce principe du Coran est bénéfique dans la relation que les individus, les groupes et les entreprises entretiennent avec l'argent. Les personnes morales n'ont pas le droit de s'endetter au-delà de leur capitalisation, qu'elle soit boursière ou non. Les personnes physiques ne peuvent non plus de facto subir de surendettement. Ce sont des règles de prudence, garde-fous. Que ceux qui interprètent la religion comme idéologie se détrompent et encore plus ceux qui l'instrumentalisent, car les précieux préceptes coraniques sont essentiellement des repères, non pas des recettes. C'est à la société toute entière de s'instruire et d'assumer ses responsabilités sur la manière de produire des richesses et de se développer sans perdre de vue ce qui est licite ou illicite. Ce livre ose aborder des questions sensibles, comme celles de l'enseignement de l'économie, de la religion et interroge les modèles de développement tels qu'ils ont été entrepris dans le monde des pays en voie de développement, notamment arabes.

En fait, l'auteur décloisonne les disciplines et cite autant Malek Bennabi que des auteurs étrangers comme Serge Latouche qui se soucient de l'équilibre du

corps social et d'un progrès qui ne soit pas déshumanisant. C'est en fait à la question du projet de société que s'attèle l'économiste, cherchant à esquisser des pistes pour un changement social qui allie rupture et fidélité à des racines. Elle rappelle que le développement dépend de l'économie, mais en même temps souligne que les valeurs culturelles et religieuses bien comprises jouent aussi un rôle qui permet d'orienter la qualité du développement. La résultante entre les différents facteurs, politiques, économiques, culturels, peut fonder la civilisation humaine.

De ce fait, les différentes conférences qui composent cet ouvrage sont des réflexions dont certaines datent de plus de vingt ans, ce qui est significatif de la dimension visionnaire et en même temps ouvre des chantiers de recherches multiples. Il est constant que les efforts pour redynamiser la culture musulmane sont souvent le fait d'intellectuels isolés. Raison de plus pour débattre, discuter, dialoguer, en termes de passerelles et de liens entre spécialistes de différentes disciplines. Il s'agit en effet d'accepter la confrontation des idées, loin des affrontements stériles. Les pratiques culturelles, économiques et politiques du monde arabes méritent d'être analysées et déconstruites, comme le fait professeur Oufriha. Tout ne peut être admis en tant que tel, mais cet effort mérite une lecture attentive.

Le lecteur, en particulier celui de la rive Sud de la Méditerranée, a besoin de bénéficier d'une réflexion sur les questions de fond, afin de garder vivant son esprit critique. Cet ouvrage y contribue. Sans remettre en cause les acquis prodigieux de la modernité, le citoyen se considère en droit de porter un regard critique sur les dérives de notre époque. Sans remettre en cause les bienfaits de la foi, ils sont aussi en droit de porter un regard critique sur les dérives de la tradition. Les valeurs modernes de l'Occident, fondées sur la sécularisation, la démocratie et le capitalisme, ont une dimension universelle que d'autres peuples, y compris les musulmans, peuvent adopter, mais pas sans conditions, ni aveuglement.

Comment respecter la sécularité et l'économie de marché sans déséquilibrer et déshumaniser ? Comment participer de manière commune et publique à la recherche du vrai, du beau et du juste, qui ne sont pas donnés d'avance et dont nul n'a le monopole, sans nourrir le retour informe du religieux ? Comment renforcer l'autonomie de l'individu sans perdre le lien social et l'être commun ? Comment assurer le développement et intégrer le libéralisme sans porter atteinte à la justice sociale et à l'identité ?

« Religion et monde », l'Islam est préoccupé par ces problématiques. D'autant que, sur le terrain, le retour des religions semble marqué moins par le renouveau que par des formes rétrogrades qui n'effacent pas l'image d'un système opposé à la liberté. Les contradictions internes des sociétés musulmanes et les ruptures modernes posent problème. La raison moderne n'a pas su saisir la place des valeurs de l'esprit, qui animent le cœur de l'homme qui risque de s'enflammer sur

une mesure néfaste. L'ouvrage de Fatima-Zohra Oufriha traite de toutes ces questions avec le regard passionné de l'économiste qui privilégie le regard global et non cloisonné.

Evidemment, elle aborde de manière critique, avec nombre de précisions techniques, les politiques économiques, et urbanistiques en particulier, adoptées depuis cinquante ans par les pays arabes. Elle conclut que les concepts économiques utilisés dans nos pays en voie de développement ont une teneur culturelle dont on ne peut faire abstraction. Malgré la complexité et la diversité des sujets, d'autant que cet ouvrage est un recueil d'articles et de conférences, chacun pourra comparer et confronter ses idées. Par ses analyses lucides, c'est au débat que l'auteur invite.

Professeur Mustapha Chérif  
Ancien Ministre de l'enseignement supérieur